

Une série d'importantes villes espagnoles expriment leur soutien en faveur des droits palestiniens

1er juin 2018 /par le Comité National Palestinien (BNC)

Une série de villes importantes dans tout l'état espagnol ont exprimé un fort soutien en faveur des droits palestiniens. Elles ont toutes dénoncé la décision du président Donald Trump de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem et critiqué vivement le dernier massacre des Palestiniens par Israël à Gaza. Beaucoup ont appelé à un embargo des armes vis-à-vis d'Israël et ont appelé les gouvernements à garantir sa mise en oeuvre .

Au cours des deux dernières semaines, une série de villes importantes de toute l'Espagne ont exprimé un fort soutien en faveur des droits palestiniens. Elles ont toutes dénoncé la décision du président Donald Trump de déplacer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem et ont critiqué le dernier massacre israélien des Palestiniens à Gaza.

Madrid, capitale et plus grande ville de l'Espagne, a voté une [motion](#) condamnant « l'usage disproportionné et aveugle de la force par Israël ...contre les civils palestiniens » et a appelé à la « fin immédiate » du « siège illégal » suffoquant 2 millions de personnes à Gaza.

Barcelone, la deuxième plus grande ville de l'état espagnol, a appuyé l'appel palestinien à cesser d'armer Israël jusqu'à ce qu'il mette fin à ses flagrantes violations des droits humains palestiniens. Le conseil municipal a [voté](#) de manière écrasante en faveur d'un complet embargo militaire et a appelé le gouvernement espagnol à garantir son exécution .

Valence, capitale régionale, est maintenant la plus grande ville du monde à avoir [voté](#) pour devenir une zone franche de l'apartheid israélien et à soutenir explicitement le mouvement BDS pour les droits palestiniens.

Pampelune, une autre capitale régionale, a voté une [résolution](#) qui soutient le droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers. Elle a aussi appelé le gouvernement espagnol et l'Union européenne à imposer des sanctions contre Israël et à couper les liens diplomatiques avec ce pays. Elle a exprimé sa solidarité avec les manifestants palestiniens participant pacifiquement à la Grande Marche du retour à Gaza et a fermement condamné l'armée israélienne pour avoir tué plus d'une centaine de Palestiniens et en avoir blessé des milliers.

Terrassa et Badalona, respectivement les troisième et quatrième plus grandes villes de Catalogne, ont aussi appelé le gouvernement espagnol à cesser d'armer Israël, compte tenu des ses récents [massacres](#) de Palestiniens à Gaza et de ses durables violations des droits humains palestiniens. Elles ont exhorté les autres pays, de l'Union européenne ou au-delà, à mettre en place un embargo d'armes contre Israël et à annuler le traitement préférentiel de ce pays.

Ana Sanchez, une des organisatrices du Comité national palestinien BDS, la plus grande coalition des la société civile palestinienne, dirigeant le mouvement global BDS en faveur des droits palestiniens, a déclaré :

« Quand des gouvernements centraux échouent à protéger les droits humains, les conseils municipaux portent une immense responsabilité et ont l'opportunité de jouer un rôle historique du côté de la justice. Barcelone, Valence, Pampelune, Badalona et Terrassa ont chacune montré comment les peuples peuvent mobiliser leurs villes pour soutenir de manière efficace la lutte palestinienne pour la liberté et la dignité. 'Penser globalement, agir localement' n'est pas une

maxime usée, mais une stratégie clairvoyante et une référence morale pour guider le monde dans lequel nous voulons vivre.

Je suis confiante que le nombre de villes agissant afin de s'opposer à toutes les violations flagrantes des droits humains continuera à grandir en Europe et au-delà. Elles joueront un rôle critique pour mettre fin à l'apartheid israélien. »

Des villes plus petites agissent aussi. Trebujena, une petite ville d'Andalousie, est devenue une zone franche de l'apartheid israélien le mois dernier. Salt, en Catalogne, vient de voter cette semaine une motion en faveur d'un embargo militaire. On s'attend à ce que d'autres villes suivent.

Le Comité national palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement global pour le Boycott, le désinvestissement et les sanctions, en faveur des droits palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Les Palestiniens, sur l'ouverture de l'ambassade américaine à Jérusalem et les 70 ans de la Nakba

14 mai 2018 | BNC | Tribunes

La décision de l'administration Trump d'ouvrir l'ambassade américaine à Jérusalem, alors que les Palestiniens commémorent 70 douloureuses années de déplacement, laisse entendre qu'elle donne à Israël plus de pouvoir que jamais pour essayer de pousser les Palestiniens hors de leur terre natale. Mais une alliance grandissante des communautés progressistes à travers le monde donne aux Palestiniens l'espoir qu'ils peuvent mettre fin et ils y arriveront, aux agressions incessantes sur la vie des Palestiniens et à la création d'un monde meilleur pour tous.

Inversant des décennies de politique étrangère américaine, l'administration Trump déménage aujourd'hui l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem. Ce déménagement coïncide avec la célébration par Israël de son établissement sur les ruines des villes et villages d'où la majorité des Palestiniens a été expulsée il y a 70 ans.

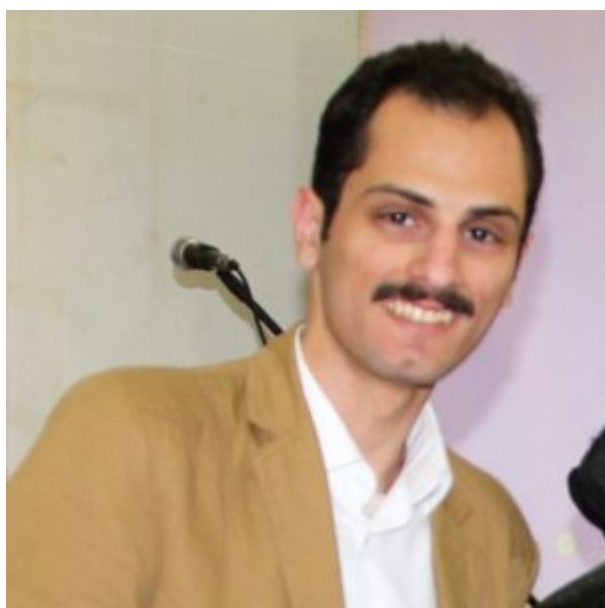
Les Nations Unies et la communauté internationale ne reconnaissent la souveraineté d'Israël sur aucune partie de Jérusalem et considèrent Jérusalem Est comme faisant entièrement partie du territoire palestinien occupé.

Demain, les Palestiniens commémoreront le 70ème anniversaire de la Nakba, ou « Catastrophe », qui signifie l'expulsion massive systématique hors de chez eux des autochtones palestiniens pour établir un État à majorité juive. A Gaza, où la plupart des Palestiniens sont des réfugiés, des milliers d'entre eux participeront aux manifestations de la Grande Marche du Retour, demandant le droit pour les réfugiés de retourner sur les terres d'où ils ont été expulsés de force. On s'attend à ce que ces manifestations soient les plus importantes depuis qu'elles ont commencé il y a plus de sept semaines.

Entre 1947 et 1949, les paramilitaires sionistes, puis l'armée israélienne, ont transformé 750.000 à un million de Palestiniens en réfugiés, massacré des civils palestiniens et

détruit des centaines de communautés palestiniennes. Israël a utilisé la force pour empêcher les familles palestiniennes de retourner chez elles, et continue de dénier aux réfugiés palestiniens leur droit au retour ratifié par l'ONU.

Une exigence clé des Palestiniens, éminemment exprimée par les manifestants à Gaza, et dont Amnesty International s'est récemment fait l'écho, est un embargo militaire sur Israël, semblable à celui qui avait été imposé à l'Afrique du Sud de l'apartheid pour mettre fin à ses violations insignes des droits de l'Homme.



Abdulrahman Abunahel, organisateur communautaire et coordinateur pour le Comité National palestinien du BDS (BNC), qui dirige et soutient le mouvement mondial BDS pour les droits des Palestiniens, a dit :

« Pour nous Palestiniens, la Nakba n'est pas qu'un crime du passé. Elle est continue, elle n'a jamais pris fin. Mes grands parents ont été violemment expulsés de leur village en 1948 et forcés à vivre en tant que réfugiés dans la Bande de Gaza. Notre beau village, du nom de Barbara, n'est qu'à 16 kilomètres d'ici. Je peux presque le voir, mais je n'ai aucune possibilité d'y aller.

La Nakba continue est la raison pour laquelle j'ai grandi en

tant que réfugié vivant sous régime militaire. C'est pourquoi je vis dans ce que beaucoup d'entre nous appellent une prison à ciel ouvert étouffante avec deux millions de personnes, privé de mes droits fondamentaux, dont la liberté de circulation. Israël ne me permettra même pas de quitter momentanément Gaza pour bénéficier d'importants soins médicaux. Mes épreuves ne sont pas exceptionnelles, des dizaines de Palestiniens sont morts l'année dernière, simplement en attendant qu'Israël leur accorde un permis pour recourir à des soins médicaux vitaux hors de Gaza, et des milliers n'ont pas pu se rendre à leurs rendez-vous médicaux.

La Nakba continue est la raison pour laquelle je participe à la Grande Marche du Retour et soutiens le mouvement BDS – je veux simplement le droit de vivre sur la terre d'où je viens, en liberté, en paix et avec dignité. Je suis né réfugié, je ne veux pas mourir en tant que tel. »



Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestiniens, a dit :

« La décision de l'administration Trump d'ouvrir l'ambassade américaine à Jérusalem, alors que les Palestiniens commémorent 70 douloureuses années de déplacement, laisse entendre qu'elle donne à Israël plus de pouvoir que jamais pour essayer de nous

pousser hors de notre terre natale. L'alliance d'extrême droite Trump-Netanyahu provoque des ravages en Palestine et, par extension, dans le monde. A Jérusalem, Israël a depuis longtemps détruit les maisons des Palestiniens, révoqué le droit des autochtones palestiniens de vivre dans leur ville et encouragé les colons israéliens illégaux à chasser les familles palestiniennes et à ouvertement voler leurs maisons. L'administration Trump n'est maintenant plus seulement une facilitatrice, mais aussi totalement partenaire d'Israël dans l'accélération du nettoyage ethnique des Palestiniens à Jérusalem et au-delà.

Pourtant, je garde espoir en la résistance palestinienne, populaire et créative, ravivée maintenant par la Grande Marche du Retour. Je garde espoir parce qu'un nombre croissant de gens à travers le monde voient la relation qui existe entre notre combat pour la liberté, la justice et l'égalité et leurs propres combats pour la justice. C'est pourquoi ils sont de plus en plus nombreux à soutenir le mouvement BDS conduit par les Palestiniens.

Cette alliance internationale croissante de communautés progressistes qui travaillent à vaincre le programme haineux de l'extrême droite, c'est ce qui me fait espérer que nous pouvons et que nous arriverons à mettre fin à la Nakba continue, mettre fin à la destruction continue de la vie des Palestiniens et créer un monde meilleur pour tous. »

Le Comité National palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Les Palestiniens disent « Leur indépendance, Notre Nakba »

19 avril 2018 | BNC | Tribunes

« Leur indépendance est notre Nakba. Le nettoyage ethnique il y a 70 ans de 750.000 à un million de Palestiniens autochtones et leur transformation en réfugiés pour établir un État à majorité juive en Palestine n'offre aucune raison de se réjouir. La Nakba n'est pas un crime du passé, elle est continue. Nous la commémorons en faisant valoir notre droit à retourner chez nous et à vivre en liberté et dans la dignité. »

Aujourd'hui, alors qu'Israël célèbre ce qu'il appelle son Jour de l'Indépendance, les Palestiniens autochtones qui ont survécu au nettoyage ethnique de 1947-49 et ont été obligés de vivre en tant que citoyens d'Israël de seconde classe ou sous régime militaire, y compris à Jérusalem Est, vont organiser des marches et des veillées pour commémorer ce qu'ils considèrent comme la « Nakba » ou « Catastrophe » palestinienne.

Le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC), qui est la plus large coalition de la société civile palestinienne, a dit :

Leur indépendance est notre Nakba. Le nettoyage ethnique il y a 70 ans de 750.000 à un million de Palestiniens autochtones

et leur transformation en réfugiés pour établir un Etat à majorité juive en Palestine n'offre pas une raison de se réjouir.

La Nakba n'est pas un crime du passé, elle est continue. Soixante dix ans plus tard, Israël continue à démolir les maisons des Palestiniens, à voler leurs terres et à dénier aux réfugiés palestiniens, comme beaucoup de nos membres, notre droit internationalement reconnu de retourner chez nous.

Israël essaie aussi de criminaliser notre chagrin et notre refus d'accepter la Nakba permanente en menaçant d'actions en justice les Palestiniens qui commémorent cette journée comme un jour de deuil. Mais nous insistons pour commémorer et résister à ce régime injuste vieux de plusieurs décennies.

Nous commémorons en faisant valoir notre droit à retourner chez nous et à vivre en liberté et dans la dignité. Des milliers de Palestiniens de Gaza continuent à prendre part à la Grande Marche du Retour, affrontant la politique du tirer-pour-tuer-ou-estropier de l'armée israélienne.

Jusqu'à ce qu'Israël cesse de violer nos droits fondamentaux, nous appellerons les gens de conscience et les communautés du monde entier à soutenir nos efforts pour mettre fin aux crimes israéliens en organisant et en amplifiant des campagnes BDS pacifiques.

La forme la plus efficace de solidarité avec nos mobilisations massives consiste entre autres à exhorter les gouvernements et les institutions à bannir toute relation commerciale avec et à se désinvestir des sociétés impliquées dans les colonies israéliennes illégales et autres violations des droits fondamentaux des Palestiniens. Il faudrait aussi mettre en place un embargo militaire total contre Israël, y compris avec interdiction de collaborer avec Israël ou de participer à ses recherches militaires.

Pour plus amples références, voir les feuillets d'information

de l'[IMEU](#)*, les brèves : La Nakba palestinienne, le Plan Dalet : Plan pour le Nettoyage Ethnique, et Le Droit au Retour et les Réfugiés Palestiniens.

*Institute for Middle East Understanding

Le Comité National BDS palestinien(BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Le gouvernement du Royaume-Uni devrait annuler la visite du Prince William dans l'Israël de l'apartheid

18 avril 2018/ Par le Comité National Palestinien [\(BNC\)](#) / [UK](#)

Le voyage du Prince William en Israël prévu cet été enfreindrait sept décennies de politique britannique contre les visites officielles en Israël de la famille royale. Malgré de nombreuses invitations, la famille royale a évité ces visites afin de ne pas marquer du sceau d'une approbation royale les violations israéliennes des droits humains palestiniens depuis plusieurs décennies. Alors que le gouvernement d'extrême-droite israélien intensifie ses

violations du droit international, ce n'est pas le bon moment pour établir un nouveau précédent. Le Royaume-Uni devrait faire pression sur Israël pour mettre fin à ses violations des droits palestiniens et annuler le voyage du Prince William.

Le 1er mars, la monarchie britannique a [annoncé](#) que le Prince William visitera Israël au cours d'un voyage régional cet été, devenant le premier membre de la famille royale à le faire. La société civile palestinienne, telle qu'elle est représentée dans le Comité national palestinien pour le Boycott, le désinvestissement et les sanctions ([BNC](#)) appelle le gouvernement britannique à annuler la visite du Prince William pour éviter d'ajouter l'insulte aux nombreuses blessures infligées par l'impérialisme britannique aux peuples autochtones de Palestine.

Le gouvernement israélien a un dossier bien documenté de son usage des visites internationales pour masquer ses graves violations des droits humains. Il utilisera cette visite pour couvrir le [massacre](#) sporadique continué contre des manifestants palestiniens non armés à Gaza [réclamant la liberté et le droit garanti par les Nations Unies des réfugiés palestiniens à retourner](#) dans leurs foyers d'origine.

« Un blanchiment royal » de l'occupation militaire israélienne longue de plusieurs décennies et de son [apartheid](#) contre le peuple palestinien est mal. Et il est particulièrement offensant lorsqu'il coïncide avec le 70ème anniversaire de la [Nakba](#) de 1948, la catastrophe, lorsque la société palestinienne fut détruite et la plupart des Palestiniens [nettoyés ethniquement](#), en grande partie grâce à la complicité britannique officielle dans le projet colonial sioniste en Palestine.

Des dizaines de milliers de Palestiniens dans la Bande de Gaza occupée et assiégée ont manifesté pacifiquement depuis le 30 mars, la Journée de la Terre, pour réclamer leurs droits. Ils ont été accueillis par les snipers de l'armée israélienne qui

ont adopté une [politique de tirer-pour tuer-ou-mutiler](#), tuant plus de 30 personnes à ce jour, y compris des enfants, et en blessant plus de 1600, la plupart avec des balles réelles.

En novembre dernier, les Palestiniens ont marqué les 100 ans de la Déclaration de Balfour, qui a joué un rôle significatif dans le soutien et l'enracinement de la colonisation de la Palestine. Cette fatidique déclaration britannique, émise avec une arrogance coloniale typique, constituait une [déclaration de guerre](#) contre notre peuple. Elle a facilité la naissance de l'état suprémaciste et d'exclusion d'Israël qui maintient un [régime d'apartheid](#) et opprime systématiquement le peuple autochtone palestinien, nous dépouillant de nos droits fondamentaux, reconnus par les Nations Unies, y compris le droit au retour, le droit à l'égalité et le droit à l'auto-détermination.

Depuis 1948, le Foreign Office britannique a demandé à la famille royale britannique de ne pas faire de visites officielles en Israël, malgré de nombreuses invitations, pour éviter de marquer du sceau d'une approbation royale les violations israéliennes des résolutions onusiennes, du droit international et des droits humains depuis des décennies. La visite du Prince William ébranlerait sept décennies de politique britannique sur cette question. Pourquoi maintenant ?

Est-ce qu'Israël a mis un terme, ou même a diminué, ses violations systématiques des droits humains palestiniens et du droit international ? A-t-il mis un terme à son siège de deux millions de Palestiniens dans la Bande de Gaza occupée, ou à son nettoyage ethnique systématique de communautés palestiniennes entières dans Jérusalem occupée, dans la Vallée du Jordan ou le Néguev ?

A-t-il cessé sa construction du Mur illégal d'apartheid et des colonies en territoire occupé syrien ou palestinien, y compris Jérusalem-Est ?

A-t-il annulé ces [dizaines de lois racistes](#) qui réduisent les citoyens palestiniens de l'état à être des citoyens de seconde zone ?

Est-ce qu'Israël a respecté la condition de son admission aux Nations Unies—à savoir le droit au retour pour les réfugiés palestiniens ?

Loin de mettre un terme à ces violations, le gouvernement d'extrême-droite israélien a intensifié ses violations du droit international avec un sentiment sans précédent d'impunité, particulièrement depuis l'élection de l'administration xénophobe de Trump aux Etats-Unis.

La [Nakba continue](#) d'Israël est rendue possible grâce au soutien massif militaire, économique et politique des gouvernements occidentaux, y compris celui du Royaume-Uni. Mettre fin à la complicité britannique avec le régime d'oppression israélien n'est pas un acte de charité. C'est une mesure qui a été finalement prise contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, suite à une pression populaire.

C'est aussi l'obligation légale du Royaume-Uni de s'abstenir d'aider et d'être complice des sérieuses violations par Israël du droit international.

Au lieu d'envoyer un membre de la famille royale en Israël, le Royaume-Uni devrait mettre fin à son commerce d'armes avec Israël, bannir tout commerce avec les colonies illégales israéliennes et offrir des compensations pour les décennies de complicité britannique officielle avec les crimes d'Israël contre les Palestiniens.

Nous demandons que le gouvernement britannique annule le voyage du Prince William en Israël. Il est plus que temps qu'Israël rende des comptes pour ses crimes contre le peuple palestinien. Au 70ème anniversaire de la Nakba palestinienne, le Royaume-Uni devrait se repentir et s'excuser pour son propre rôle dans ce crime, et faire pression sur Israël pour

mettre un terme à ces violations des droits palestiniens. A tout le moins, il ne devrait pas aider Israël à les perpétrer.

Le Comité national palestinien BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement global de Boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Appel à action: Gaza assiégée mais pas seule ! Développons un embargo militaire

Cher supporteur,

Comme toi, nous sommes témoins du massacre qu'Israël poursuit contre des manifestants palestiniens non armés à Gaza. Avec leurs manifestations qui nous inspirent, ils protestent contre douze ans de siège d'Israël et réclament le droit au retour dans leurs maisons, droit sanctionné par l'ONU mais dont ils ont été privés sous le coup d'un nettoyage ethnique.

Les militants de Gaza demandent : « Que fait le monde pendant que le massacre perpétré par Israël est transmis en direct ? » Il nous revient d'assurer qu'ils ne soient pas seuls face aux crimes d'Israël.

Nous devons diriger notre colère à l'égard des atrocités d'Israël vers des actions destinées à établir la responsabilité d'Israël. Ensemble nous pouvons intensifier les

campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)

Notre stratégie concrète, solidaire enverra un message puissant de soutien aux Palestiniens de Gaza : Vous n'êtes pas seuls et nous agissons pour tenir Israël responsable de ses meurtres de manifestants palestiniens.

Renforcer, faire entrer dans la norme et populariser l'appel palestinien pour un embargo militaire à double sens sur Israël est la réponse la plus efficace au massacre qu'Israël est en train de mener. Cela veut dire agir pour mettre fin à toutes les ventes et à tous les achats d'armes depuis Israël et vers Israël et mettre fin aux partenariats militaires et policiers avec l'État d'Israël.

Le Comité National BDS, qui est la coalition la plus large de la société civile palestinienne, en appelle aux gens de conscience, aux syndicats, aux municipalités, aux partis politiques, aux mouvements sociaux, aux groupes étudiants, aux universitaires, aux artistes, aux églises et aux groupes LGBTQ du monde pour :

- **Prévoir des actions d'intensification et d'amplification des campagnes** liées à l'appel pour mettre fin aux liens militaires et sécuritaires avec Israël. Par exemple, une manifestation contre G4S, HP ou des banques complices (comme Axa et HSBC) et des compagnies ayant des liens militaires, développer des campagnes pour mettre fin aux partenariats avec la police d'Israël, comme la [Deadly Exchange campaign](#), (Campagne sur les échanges mortels) etc.

Mettez le hashtag **#MilitaryEmbargo** ou **#StopArmingIsrael**.

- **Demander une prise de position et/ou un débat sur un embargo militaire contre Israël à votre Parlement ou Congrès** : faites pression sur vos partis politiques,

représentants élus et votre gouvernement pour rompre les liens militaires avec Israël.

- **Faire passer une motion exigeant un embargo militaire contre Israël dans votre conseil municipal, votre église, votre syndicat ou toute autre organisation de la société civile.** Ces motions sont essentielles pour populariser l'exigence d'embargo militaire à l'égard d'Israël, une exigence que nous pouvons construire de façon durable à partir de la base.
- **Organiser des manifestations pour faire pression sur votre gouvernement :** mobilisez les manifestations pour faire pression sur votre gouvernement pour qu'il mette fin à ses liens militaires et sécuritaires avec Israël.
- **Écrivez dans la presse locale pour expliquer pourquoi vous soutenez un embargo militaire.**

Pour plus d'information, [rendez-vous sur la page](#) de la campagne du BNC pour l'embargo militaire.

[Écrivez-nous](#) s'il vous plaît pour nous faire part de vos plans d'action, de vos questions et pour nous envoyer des photos !

Deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza occupée montrent un courage et une détermination incroyables pour conquérir leurs droits. La **#GrandeMarcheduRetour** continue malgré le meurtre délibéré par Israël de plus de 30 manifestants non armés et les blessures infligées à plus de 3 000 d'entre eux. Des Palestiniens qui sont des journalistes, des enfants, des femmes, des jeunes et du personnel médical ont fait partie de ces cibles.

Ensemble nous pouvons assurer qu'ils ne soient pas seuls !

Solidarité,

Le Comité National BDS (BNC)

Le Comité National Palestiniens BDS (BN) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Suivez nous sur [Facebook](#) et [Twitter](#)

Dites à vos amis de [s'inscrire sur notre site](#) pour recevoir les mises à jour

Source: BNC

Traduction: SF pour BDS France



**En réponse au dernier
massacre d'Israël à Gaza : un
embargo immédiat sur les
armes !**

Palestine occupée, 02/04/2018– Rappelant le souvenir du massacre de manifestants pacifiques par le régime sud-africain d'apartheid à Sharpeville en 1960, l'armée israélienne a

commis [un nouveau massacre](#) contre des civils palestiniens qui commémoraient pacifiquement la Journée de la Terre en Palestine, appelant à mettre un terme au brutal blocus de Gaza par Israël et affirmant le droit au retour des réfugiés palestiniens, droit reconnu par les Nations Unies.

L'impunité d'Israël pour le meurtre de Palestiniens, encouragée par [un niveau de soutien sans précédent](#) de la xénophobe administration Trump aux États-Unis et par la [complicité continue de l'Union européenne](#), doit prendre fin.

Appuyant les appels à une enquête internationale indépendante, le Comité national palestinien pour BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, dirigeant le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions ([BDS](#)) en faveur des droits palestiniens, appelle à des mesures effectives pour qu'Israël rende des comptes, en particulier à un [embargo militaire](#) dans les deux sens, comme celui imposé contre l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Alors que des dizaines de milliers de Palestiniens marquaient pacifiquement la Journée de la Terre le 30 mars dans la bande de Gaza occupée et assiégée, les forces militaires israéliennes, ou comme le journaliste israélien Gideon Levy [les a appelées](#), « les forces de massacre israéliennes », ont ouvert le feu avec des balles réelles, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, suivant délibérément le plan d'utiliser « [beaucoup de force](#) ». En conséquence, au moins [17 civils](#) ont été assassinés et plus de 1400 blessés, la plupart par des balles réelles. Près de la moitié des blessés sont des jeunes.

[La Journée de la Terre](#) est commémorée par les Palestiniens chaque année depuis le 30 mars 1976, lorsque les forces militaires israéliennes ont tué six jeunes palestiniens au cours de manifestations pacifiques de masse en Galilée contre la politique israélienne à grande échelle de confisquer leurs terres ancestrales pour créer des colonies exclusivement

juives.

Le meurtre et les blessures en masse de civils palestiniens dans la Bande de Gaza occupée, dans une zone qu'Israël définit arbitrairement comme sa « zone tampon », étaient prémédités. Israël avait annoncé le déploiement de 100 snipers pour cibler les manifestants non-violents, ignorant les avertissements d'[Amnesty International](#). Un porte-parole de l'armée israélienne a accidentellement fourni la preuve que le massacre était prémédité en [affirmant](#) fièrement que « [rien n'a été fait sans contrôle ; tout était précis et mesuré. Nous savons où chaque balle a atterri.](#) »

Les manifestations pacifiques de la Journée de la Terre marquent le début de six semaines de mobilisation populaire, qui culmineront le 15 mai, le jour de la Nakba, le 70ème anniversaire [du nettoyage ethnique systématique par Israël de la majorité des peuples autochtones de Palestine](#). Des manifestations et des marches sont organisées par les Palestiniens dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie occupées, ainsi que par les citoyens palestiniens d'Israël et les communautés de réfugiés palestiniens du monde entier, tous soutenant le droit fondamental des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs maisons et sur leurs terres et la fin de la politique israélienne de nettoyage ethnique.

Les réfugiés palestiniens, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, constituent plus de deux tiers du peuple palestinien.

Les manifestations populaires palestiniennes ne s'opposent pas seulement aux politiques israéliennes, vieilles de plusieurs décennies, de nettoyage ethnique, de siège et de déni des droits humains. Elles ciblent aussi l'administration américaine, qui se propose de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem, défiant le consensus international qui rejette la souveraineté israélienne sur la ville et considère que sa partie orientale est illégalement occupée et annexée.

Vendredi dernier, Israël s'est encore une fois servi des civils palestiniens comme de cobayes pour son laboratoire d'armements, testant ses nouveaux drones lâcheurs de gaz lacrymogènes sur les civils de Gaza. L'exportation de technologie militaire israélienne, « testée sur le terrain » contre les Palestiniens, contribue substantiellement à financer l'oppression des Palestiniens par Israël et l'agression militaire contre d'autres nations.

Le Comité national de BDS salue la résolution récente du Conseil pour les droits humains des Nations Unies appelant les états à garantir le respect du droit international, en particulier en [empêchant le commerce des armes avec Israël](#).

Nous réitérons notre appel aux gens de conscience du monde entier à :

- Faire intégrer à toutes les entités privées et publiques de votre pays la demande de mettre un terme à toute coopération et à tout commerce avec l'armée et le « secteur de la sécurité » israéliens.
- Rejoindre les campagnes d'embargo militaire visant les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité. Les exemples incluent la [campagne contre Elbit Systems](#), qui teste ses armes sur les Palestiniens ; la [campagne contre l'entreprise de sécurité G4S](#), qui entraîne la police israélienne à faire exécuter l'apartheid israélien ; et la campagne pour faire [pression sur le groupe Hewlett Packard \(HP\)](#) pour mettre un terme à la fourniture de technologie vitale au système des checkpoints israélien et à l'armée israélienne imposant le siège de Gaza.
- Rejoindre ou organiser des campagnes contre la coopération entre la police israélienne et les forces de police à l'étranger, grâce à laquelle les doctrines et les techniques de répression brutale des manifestations pacifiques, testées par Israël, sont exportées dans le

monde entier. Un exemple est la campagne « [Deadly Exchange](#)» (Echange mortel), conduite par l'association Jewish Voice for Peace.

- Rejoindre ou organiser des campagnes pour [mettre un terme à toute transaction avec des banques israéliennes](#) et pour faire pression sur les banques et les fonds d'investissement internationaux, comme [HSBC](#) et [Axa](#), afin qu'ils mettent fin à leur complicité dans les violations des droits humains par Israël.

Source: [BNC](#)

Traduction: C.G pour BDS France

De Rio de Janeiro à la Palestine : Marielle, présente !

Comité national palestinien du BDS – Brésil – 20 mars 2018

Les Palestiniens dénoncent l'assassinat de la conseillère et militante des droits de l'homme de Rio de Janeiro, Marielle Franco, et ils expriment leur solidarité aux Brésiliens : *« Ensemble, nous nous engageons à continuer de nous battre pour le monde dont Marielle rêvait, un monde de liberté, de justice et d'égalité pour tous ».*

C'est avec douleur et indignation que nous, Comité national palestinien du BDS, la plus importante coalition de la société civile palestinienne, avons appris l'assassinat de la conseillère et militante des droits de l'homme de Rio de Janeiro, Marielle Franco, et de son chauffeur, Anderson Pedro Gomes. Depuis la Palestine, nous dénonçons cet assassinat

politique ciblé et nous exprimons notre solidarité à la famille, aux amis, aux camarades de Marielle et d'Anderson, et à tous les Brésiliens qui se battent pour la justice et l'égalité.

Marielle était une femme noire, homosexuelle, de 38 ans, originaire de Maré, le plus important bidonville de Rio de Janeiro. Une combattante énergique et intrépide qui était devenue la cinquième conseillère municipale de la ville en nombre de voix à sa première élection. Elle a dénoncé publiquement les violations policières et militaires contre les populations des bidonvilles. Au milieu de l'injustice, du racisme, du sexisme et de la militarisation qui s'emparent de notre monde, Marielle a fait naître un rayon d'espoir.

Elle a représenté les aspirations de nombreux Brésiliens au changement et les espoirs de millions de personnes à travers le monde, dont nous-mêmes, pour une vie digne libérée de toute oppression. L'espoir que Marielle a inspiré n'est pas mort la semaine dernière. Comme le poète palestinien Mahmoud Darwish l'a dit, « *Nous souffrons d'une maladie incurable : l'espoir* » ; les idéaux dont Marielle s'était faite la championne continuent de vivre.

À vous tous qui luttez pour vos droits au Brésil, nous voulons vous dire que vous n'êtes pas seuls. Votre lutte se développe à travers le monde et nous, de la Palestine, nous sommes de ces voix innombrables qu'aucune balle, aucune armée et aucune brutalité ne réduira au silence. Nous nous tenons debout ensemble, avec vous, côte à côte, jusqu'à ce que nous obtenions nos droits, nos libertés et notre dignité.

Nos luttes sont profondément liées. C'est d'autant plus vrai que les gouvernements nationaux et locaux au Brésil entretiennent des relations militaires et sécuritaires profondes avec le régime d'occupation et d'apartheid d'Israël. Ils en importent des technologies et des formations, lesquelles ont été « *testées sur le terrain* », sur nos corps, afin de réprimer les mouvements sociaux brésiliens et de tuer

les Noirs et les pauvres.

Nous continuerons d'internationaliser notre résistance populaire et de relier nos luttes afin de mettre fin aux régimes de militarisation et d'oppression raciste des bidonvilles de Rio à la Palestine.

Ensemble, nous nous engageons à continuer de nous battre pour le monde dont Marielle rêvait, un monde de liberté, de justice et d'égalité pour tous.

Marielle, présente !

Le Comité national palestinien du BDS est la plus importante coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement national pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

**Le Comité National BDS
palestinien (BNC) célèbre la
Journée Internationale des**

Femmes

8 mars 2018 – BNC

Le Comité National palestinien Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) célèbre la Journée Internationale des Femmes aux côtés des mouvements de justice sociale du monde entier. Nous sommes solidaires des actions collectives prises pour célébrer cette journée.

Aujourd'hui, nous réaffirmons notre engagement à soutenir les luttes des femmes et des féministes en Palestine et à travers la planète et à promouvoir les contributions, l'encadrement et les voix des femmes dans notre travail et dans nos vies.

Notre engagement envers les droits des femmes est enraciné dans notre foi en la liberté, la justice et l'égalité pour tous, vision qui n'a pas de sens sans égalité de genre, économique et raciale. Notre mouvement travaille avec toutes les femmes et les associations LGBTQI qui se battent pour une véritable égalité, et il est particulièrement attentif aux luttes des femmes de couleur.

Ancré dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le BNC rejette sans équivoque toute forme de racisme, de misogynie et de discrimination. Nous sommes solidaires de toutes les femmes qui sont l'objet de violence, dont la violence du harcèlement et des agressions sexuelles, du trafic des êtres humains et de l'exploitation au travail.

La justice est toujours une question féministe. Et par conséquent, la justice en Palestine est une question féministe, et les droits des femmes sont une question fondamentale pour notre mouvement en quête d'un monde de sécurité, de justice et de dignité pour tous.

Depuis le début de la lutte anti-coloniale des Palestiniens, les femmes ont joué un rôle essentiel sur tous les fronts, de

la préservation de l'identité palestinienne à la résistance au nettoyage ethnique. Les poétesses, écrivaines, artistes et féministes palestiniennes ont considérablement contribué à l'expression de notre vision collective vers la libération et l'émancipation sociale.

Nous reconnaissons que le régime d'oppression multiforme d'Israël vise particulièrement les femmes palestiniennes. Israël les considère comme une « menace démographique » – les diabolisant simplement parce qu'elles pourraient choisir d'avoir des enfants et jouer un rôle important dans l'éducation des nouvelles générations de notre peuple. Quelques éminentes personnalités israéliennes ont ouvertement appelé à tuer massivement ou à violer les femmes palestiniennes.

Aujourd'hui, comme tous les jours, nous saluons les femmes qui sont en première ligne partout où l'oppression patriarcale est aggravée par les discriminations raciale, économique, de caste ou toute autre forme de discrimination. Nous nous tenons aux côtés des femmes qui endurent le plus fort de la guerre, de la répression et de l'occupation militaire, qui endurent la dépossession dont souffrent les communautés rurales et indigènes, l'exploitation déployée par la politique néolibérale, et la criminalisation qui vise les migrants et autres communautés.

Nous réitérons l'appel du 8 mars 2016 des organisations et syndicats de femmes palestiniennes :

Nous appelons toutes les femmes et féministes du monde entier à se tenir du bon côté de l'histoire et à rejoindre notre mouvement BDS. ... La justice est toujours un ordre du jour féministe.

Le Comité National BDS palestinien (BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement de Boycott, Désinvestissement et

Sanctions pour les droits des palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Approvisionner l'impunité : exportations de gaz d'Israël vers l'Europe

27 février 2018 / par le Comité National BDS palestinien (BNC)
/ Union Européenne

Les pourparlers en cours sur la possibilité d'achat par l'UE de gaz naturel à Israël remettent en question l'engagement de l'UE envers les droits des Palestiniens conformément au droit international.

L'UE a pris un ferme engagement pour la transition énergétique vers des ressources renouvelables et a développé une stratégie ambitieuse pour réaliser les objectifs des Accords de Paris sur le changement climatique. En même temps, l'UE a dépensé des millions ces dernières années pour de nouveaux projets d'infrastructure gazière et on envisage des milliards d'euros supplémentaires pour 104 nouveaux projets gaziers inclus dans la troisième liste des Projets d'Intérêt Commun (PIC) publiée par la Commission.

Le gaz naturel est un combustible fossile composé de méthane, gaz 86 fois plus puissant dans le captage de chaleur que le CO2. Avec cet investissement massif, l'UE verrouille sa

dépendance aux combustibles fossiles pour les décennies à venir. Comme l'a montré un récent rapport, le lobby des entreprises gazières ancre l'addiction de l'Europe aux combustibles fossiles. Rien qu'en 2016, « les entreprises gazières et leurs lobbies ont dépensé plus de 100 millions de dollars pour influencer la politique [énergétique] de l'UE, avec plus de 1.000 lobbyistes sur leur feuille de paye... Par comparaison, les associations d'intérêt public qui exercent des pressions contre les nouvelles infrastructures gazières n'ont réussi à mobiliser que 3 % des dépenses de l'industrie ».

Ceci remet non seulement en question la capacité de l'UE à atteindre ses objectifs sur le changement climatique, mais fait également naître de graves inquiétudes à propos des droits fondamentaux et, à l'opposé, sur l'impact social sur les communautés à travers lesquelles les pipelines sont censés passer.

Les pourparlers en cours sur la possibilité d'achat par l'UE de gaz naturel à Israël remettent en question l'engagement de l'UE envers les droits des Palestiniens conformément au droit international. Comme l'explique cet exposé du Comité National BDS palestinien (BNC), en achetant, directement ou indirectement, du gaz à Israël, l'UE deviendrait complice de l'annexion illégale des territoires palestiniens occupés par Israël, de ses colonies illégales et du crime de guerre que représente le pillage des ressources naturelles des Palestiniens – tout ceci en contrevenant aux engagements internationaux et aux obligations juridiques de l'UE.



Approvisionner l'impunité : exportations de gaz d'Israël vers
l'Europe

L'UE a pris un ferme engagement pour la transition énergétique vers des ressources renouvelables et a développé une stratégie

ambitieuse pour réaliser les objectifs des Accords de Paris sur le changement climatique. En même temps, l'UE a dépensé des millions ces dernières années pour de nouveaux projets d'infrastructures gazières et on envisage des milliards d'euros supplémentaires pour 104 nouveaux projets gaziers inclus dans la troisième liste des Projets d'Intérêt Commun (PIC) publiée par la Commission.

Le gaz naturel est un combustible fossile composé de méthane, gaz 86 fois plus puissant dans le captage de chaleur que le CO₂. Avec cet investissement massif, l'UE verrouille sa dépendance aux combustibles fossiles pour les décennies à venir. Comme l'a montré un récent rapport, le lobby des entreprises gazières ancre l'addiction de l'Europe aux combustibles fossiles. Rien qu'en 2016, « les entreprises gazières et leurs lobbies ont dépensé plus de 100 millions de dollars pour influencer la politique [énergétique] de l'UE, avec plus de 1.000 lobbyistes sur leur feuille de paye... Par comparaison, les associations d'intérêt public qui exercent des pressions contre les nouvelles infrastructures gazières n'ont réussi à mobiliser que 3 % des dépenses de l'industrie ».

Ceci remet non seulement en question la capacité de l'UE à atteindre ses objectifs sur le changement climatique, mais fait également naître de graves inquiétudes à propos des droits fondamentaux et, à l'opposé, sur l'impact social sur les communautés à travers lesquelles les pipelines sont censés passer.

Les pourparlers en cours sur la possibilité d'achat par l'UE de gaz naturel à Israël remettent en question l'engagement de l'UE envers les droits de Palestiniens conformément au droit international. Comme l'explique cet exposé du Comité National BDS palestinien (BNC), en achetant, directement ou indirectement, du gaz à Israël, l'UE deviendrait complice de l'annexion illégale des territoires palestiniens par Israël, de ses colonies illégales et du crime de guerre que représente

le pillage des ressources naturelles des Palestiniens – tout ceci en contrevenant aux engagements internationaux et aux obligations juridiques de l'UE.

Recommandations

Conformément aux obligations des pays tiers selon le droit international, en particulier le devoir de non-reconnaissance et de non-assistance à une situation illégale créée par les violations du Droit International Humanitaire par Israël, l'UE, et particulièrement les gouvernements de Grèce et de Chypre, devraient :

1. S'éloigner de la soumission actuelle à l'interconnexion eurasiatique, retirer le projet de la liste des Projets d'Intérêt Commun et suspendre l'ensemble du projet.
2. Annuler l'étude de faisabilité et les projets prévus pour le Pipeline de Gaz Naturel en Méditerranée Orientale.
3. Prévenir les sociétés et les investisseurs européens des risques juridiques, économiques et sécuritaires d'une implication dans les projets gaziers d'Israël.
4. Reconsidérer l'investissement de l'UE dans les projets de gaz naturel inclus dans la troisième liste des PIC étant donné leur impact négatif sur le climat et sur les droits de l'Homme.

Source : [BNC](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Plus de 10 millions d'Indiennes exigent la libération d'Ahed Tamimi et soutiennent BDS

13 février 2018 / par le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions / Inde

Alors que le procès d'Ahed Tamimi, adolescente palestinienne qui subit une injuste détention dans une prison israélienne, s'ouvre aujourd'hui, d'importantes organisations du mouvement des femmes indiennes, représentant plus de 10 millions d'Indiennes, exigent sa libération ainsi que celle de tous les enfants palestiniens prisonniers. Ces organisations ont aussi pris en compte l'appel des femmes palestiniennes à soutenir le mouvement BDS comme la forme la plus efficace de solidarité avec Ahed et les autres enfants prisonniers.

Le mouvement BDS est un mouvement pacifique mondial de défense des droits de l'Homme qui encourage l'utilisation du boycott économique et culturel pour mettre fin aux violations insignes des droits fondamentaux des Palestiniens et du droit international par Israël. Il s'inspire de l'utilisation, par des mouvements antérieurs, de boycotts politiques pour la liberté, la justice et l'égalité, dont le mouvement anti-apartheid sud africain, le mouvement américain pour les Droits Civiques et le mouvement en Inde pour l'indépendance et la sortie de la domination coloniale.

La libération d'Ahed Tamimi a également été réclamée par d'importantes organisations de défense des droits de l'Homme comme Amnesty International et, dans une récente déclaration, par d'éminentes personnalités et des militants de « Défenseurs

du Rêve » aux États Unis.

Majida Masri a remercié le mouvement des femmes indiennes au nom du Comité National BDS (BNC) qui représente la plus large coalition dans la société civile palestinienne et dirige le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens. Masri fait aussi partie de la Campagne des Femmes pour le Boycott d'Israël. Elle a dit :

« Nous Palestiniens saluons la solidarité de principe des plus importantes organisations de femmes avec Ahed Tamimi, tous les enfants palestiniens emprisonnés dans les prisons israéliennes et notre mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité. Cette dernière expression de solidarité de la part des femmes indiennes est en conformité avec le noble héritage de soutien des Indiens à notre lutte non violente anti-coloniale palestinienne. Aux côtés des millions de personnes qui en Inde appellent à mettre fin aux liens profonds entre les gouvernements indien et israélien, nous pouvons mettre fin à la complicité de l'Inde avec les décennies de vol de la terre palestinienne, de colonialisme, d'occupation militaire et d'apartheid par Israël. »

Le mouvement des femmes en Inde a affirmé que leurs propres combats contre le patriarcat, les castes, les classes, les divisions religieuses et la militarisation constituent la base de leur solidarité avec les femmes palestiniennes. D'accord avec leurs homologues palestiniennes, elles répètent que la justice est toujours une question féministe. Leur déclaration dit :

« Nous, soussignées, exigeons la libération immédiate d'Ahed Tamimi et de tous les enfants prisonniers palestiniens. Nous estimons par ailleurs que la meilleure façon de soutenir la quête de justice, de liberté et d'égalité, c'est de soutenir le mouvement BDS.

L'impunité d'Israël est construite sur la collaboration de

régimes corrompus et elle sera défaite par l'union des luttes populaires à travers le monde. Les Palestiniens nous conduisent par l'exemple. Nous devons donner vie à notre solidarité sous forme d'actions BDS concrètes et efficaces.

Les boycotts ont été une part essentielle de notre lutte contre le colonialisme, ils ont fait s'effondrer le régime d'apartheid sud africain et ils vont briser les reins de la colonisation, de l'occupation et de l'apartheid israéliens.

Nous restons vigilants, réclamant justice pour Ahd. Nous exhortons les mouvements des femmes et autres mouvements populaires en Inde et à travers le monde à faire de même. Alors qu'Ahd affronte les prisons israéliennes, nous devons lui envoyer un vibrant message de soutien et d'amour. Que ce message soit un message de résistance, de pouvoir du peuple et de BDS. »

Note aux rédacteurs :

La longue histoire de solidarité de l'Inde avec la Palestine se traduit de plus en plus dans le soutien croissant des Indiens au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens.

* La récente visite du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est heurtée à des manifestations dans diverses villes indiennes, dont New Delhi et Bombay.

* Le mouvement des femmes indiennes fort de 10 millions de personnes a rejoint les 16 millions de fermiers et travailleurs agricoles indiens représentés par All India Kisan Sabha (AIKS) dans leur soutien au mouvement BDS pour les droits des Palestiniens. AIKS a annoncé son soutien au mouvement BDS en octobre 2017, se décidant à documenter et à résister à la prise de contrôle de l'agriculture indienne par des sociétés israéliennes qui sape les intérêts des fermiers indiens et finance l'occupation militaire et l'apartheid

israéliens en Palestine.

* En 2017, La Queer Pride de Delhi et le forum de Conversations Queer en Inde se sont engagés à mettre en évidence et à résister aux campagnes de propagande sponsorisées par le gouvernement israélien pour faire un usage cynique de la culture LGBTQI afin de masquer, ou « peindre en rose », sa violence continue contre le peuple palestinien.

Le Comité National BS palestinien (BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial e Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Le top des 30 actions BDS de 2017

6 février 2018

Liste des 30 actions les plus fortes de BDS en 2017

GOVERNEMENTS & PARTIS POLITIQUES

1. Un rapport de l'ONU a établi qu'Israël a imposé un système d'apartheid sur l'ensemble du peuple de Palestine et a appelé à des actions de BDS pour mettre fin à ce régime d'apartheid.

2. L'Afrique du Sud a encore donné une leçon au monde sur la façon de résister concrètement à l'injustice lorsque le

Congrès National Africain (ANC) au pouvoir a voté à l'unanimité à son assemblée générale, la dégradation des liens diplomatiques de l'Afrique du Sud avec Israël

3. Les Socialistes Démocrates forts de 25 000 membres aux États Unis ont déclaré leur soutien total à la lutte palestinienne et ont endossé le mouvement BDS.

4. Le Parlement espagnol a affirmé que le droit de défendre les droits des Palestiniens par BDS est sous la protection de la liberté de parole et d'association. Des centaines de représentants élus de l'État espagnol ont endossé BDS pour les droits des Palestiniens.

5. Le conseil municipal de Barcelone a décidé de soutenir les droits des Palestiniens en adoptant des lignes directrices éthiques dans la passation des marchés excluant les entreprises engagées dans l'occupation militaire israélienne. L'année passée, des dizaines de conseils municipaux de l'État espagnol se sont déclarés « Zones libres de l'apartheid israélien ».

6. Le gouvernement britannique a subi une défaite en justice au profit de la Campagne de Solidarité avec la Palestine (Palestine Solidarity Campaign, PSC) et de ses alliés par un jugement qui déclare illégal la restriction mise par le gouvernement au droit des autorités locales de désinvestir d'entreprises complices des violations israéliennes des droits humains des Palestiniens.

7. Le Parlement suisse a bloqué les tentatives israéliennes de criminaliser le soutien à BDS.

CULTURE, SPORT & MUSIQUE

8. Six joueurs en Ligue Nationale de Football (NJF) des États Unis ont refusé un voyage de propagande sponsorisé par le gouvernement israélien, tous frais payés, organisé pour améliorer l'image d'Israël qui se dégrade rapidement.

9. L'artiste Lorde, lauréate des Grammy Awards, a annulé son concert à Tel Aviv de même que la rappeuse, Princesse Nokia (Destiny Nicole Frasier) qui est une jeune icône féministe, à la suite d'interventions de militants BDS appelant à respecter la ligne de résistance palestinienne. Plus de 100 artistes connus ont écrit en soutien au droit de Lorde de suivre sa conscience et d'exercer son droit au boycott.

10. Des vagues de boycott ont frappé le festival israélien de cinéma LGBT et elles ont montré un respect croissant pour la ligne de résistance palestinienne de BDS.

11. Neuf spectacles musicaux se sont retirés du festival Pop-Kultur de Berlin après que des défenseurs des droits des Palestiniens aient mis en avant que le festival violait la ligne de résistance BDS des Palestiniens.

12. Des photographes portugais de premier plan ont lancé une action de refus d'invitations professionnelles ou de financement israélien et de refus de collaborer avec les institutions culturelles israéliennes jusqu'à ce qu'Israël « se plie au droit international et respecte les droits humains des Palestiniens ».

ÉGLISES

13. Le Conseil Sud-Africain des Églises (SACC) et le Conseil des Églises Africaines Indépendantes (CAIC) qui représentent plus de un million de Chrétiens en Afrique du Sud, ont annoncé leur soutien à la lutte des Palestiniens et au mouvement BDS.

14. L'Église Mennonite des USA a voté par une écrasante majorité de 98% le désinvestissement d'entreprises qui tirent profit de l'occupation israélienne, à la suite de plusieurs des principales églises qui ont adopté cette même politique au cours des années récentes, y compris l'Église Presbytérienne des USA, l'Église Unie du Christ et l'Église Méthodiste Unie.

15. Vingt trois églises américaines se sont déclarées libérées

d'HP à la suite d'appels de Chrétiens palestiniens à boycotter cette compagnie pour sa complicité avec les violations par Israël des droits humains des Palestiniens.

SYNDICATS ET MOUVEMENTS SOCIAUX

16. La plus grande fédération syndicale de Norvège, LO, qui représente près d'un million de travailleurs a endossé le boycott total d'Israël pour que soient atteints les droits des Palestiniens en droit international.

17. Un syndicat national d'agriculteurs fort de 16 millions de membres en Inde, le All Kisan Sabha (AIKS) a rejoint le mouvement BDS.

18. Le plus grand syndicat de travailleurs du secteur privé au Canada (Unifor) qui représente plus de 310 000 membres, a endossé le droit au boycott et à mettre en oeuvre des actions BDS pour mettre fin à l'occupation militaire israélienne.

19. Le BDS du Golfe, a tenu sa première conférence régionale anti normalisation à Koweït City, avec une large participation d'intervenants, d'organisations, de militants et de personnalités politiques de toute la région du Golfe Arabique.

20. Des mouvements sociaux colombiens de grande ampleur, des organisations et des syndicats ont rejoint le mouvement BDS et appelé parallèlement au soutien à leur propre lutte pour la liberté et les droits humains.

21. Plus de 200 organisations latino-américaines, coalitions, mouvements sociaux et personnalités ont publié une lettre adressée au Directoire de la multinationale mexicaine Cemex, appelant ses membres à mettre fin à la complicité de l'entreprise avec les violations par Israël des droits humains dans le territoire palestinien occupé. Leurs efforts font partie d'une campagne qui se développe sous #StopCemex.

ENTREPRISES

22. G4S a souffert de plus de pertes dans le monde à cause de la poursuite de sa complicité avec les crimes israéliens. ONU Femmes est devenue la cinquième agence onusienne en Jordanie à abandonner ses contrats avec G4S à la suite d'une campagne de militants BDS locaux et sept compagnies privées et publiques de Jordanie ont mis fin à leurs contrats de service avec G4S. Le syndicat des médecins du Liban a lâché G4S, suite à une campagne de militants du boycott au Liban. G4S a aussi connu sa première perte en Équateur où un institut de recherche a dénoncé son contrat avec cette compagnie à la suite d'une campagne BDS. Une direction du transport en Californie a dénoncé son contrat avec G4S après qu'une coalition de défenseurs des droits humains et de syndicats, dont des militants BDS, ait mis en avant le rôle de la compagnie dans la violation des droits humains en Palestine et aux États Unis.

23. Le troisième plus gros fonds de pension du Danemark, « Sampension » a exclu quatre banques et sociétés de son portefeuille, à l'appui de leurs investissements dans les colonies israéliennes illégales. Ont été identifiées : deux banques israéliennes, Hapoalim et Leumi, l'entreprise allemande de BTP HeidelbergCement et Bezeq, la plus grande compagnie de téléphone israélienne qui possède les installations téléphoniques des colonies.

24. Le principal opérateur de transport d'Israël, « Egged » a perdu un contrat de 190 millions d'euros pour la gestion du transport public aux Pays Bas.

25. Air Canada a mis fin à un contrat de maintenance d'une valeur de dix millions de dollars avec la firme israélienne d'armement « Israël Aerospace Industries » deux ans avant la fin du contrat.

26. Une des plus grandes organisations aéromédicales du monde, Australia's Royal Flying Doctors (RFDS) a refusé les services de l'armée israélienne et de la société de technologie Elbit

Systems. Elbit Systems produit 85% des drones utilisés par l'armée israélienne, dont ceux qui ont attaqué les civils palestiniens à Gaza de 2009 à 2014.

UNIVERSITÉS

27. La plus grande université d'Afrique du Sud, l'Université de Technologie de Tshwane (TUT) qui compte plus de 60 000 étudiants, a endossé le boycott académique d'Israël.

28. Deux universités chiliennes ont annulé des événements sponsorisés par l'ambassade israélienne. Des étudiants en médecine dans la plus grande université du Chili ont aussi voté la rupture des liens avec des universités israéliennes.

29. Sept directions étudiantes américaines ont voté le désinvestissement d'entreprises qui profitent de l'occupation israélienne. Ce sont notamment l'Université de Tufts, l'Université du Michigan, l'Université d'État de Californie à Long Beach, le Collège De Anza, le Collège Pitzer, l'Université de Floride du Sud, l'Université du Wisconsin à Madison.

30. La prestigieuse Université Catholique de Louvain en Belgique a annoncé son retrait de LAW TRAIN, un projet de recherche financé par l'UE en coopération avec la police israélienne et le ministère israélien de la sécurité publique. Ce retrait fait suite à un retrait de grande notoriété du ministère de la justice du Portugal.

Par le Comité National Palestinien de Boycott, Désinvestissement, Sanctions / Australie, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Allemagne, le Golfe, Jordanie, Koweït, Inde, Liban, Mexique, Pays Bas, Norvège, Afrique du Sud, État espagnol, Suisse, États Unis, Royaume Uni.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: S.F pour BDS France

Un nouveau rapport des Nations Unies blâme les violations israéliennes des droits humains palestiniens et compile une liste de compagnies complices

31 janvier 2018 – Comité National Palestinien (BNC)

Aujourd'hui, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies a rendu public un [rapport](#) identifiant, sans les nommer, [206 compagnies](#) qui travaillent en lien avec les colonies israéliennes illégales construites sur des terres palestiniennes volées en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem Est.

Le rapport des Nations Unies a noté en particulier :

« Les violations des droits humains [palestiniens] associées avec les colonies [israéliennes] sont omniprésentes et dévastatrices, atteignant chaque facette de la vie palestinienne. À cause du développement et de l'infrastructure des colonies, les Palestiniens souffrent de restrictions sur leur liberté de religion, de mouvement et d'accès à l'éducation ; sur leurs droits aux terres et à l'eau ; sur leur accès à des moyens d'existence et leur droit à un

standard de vie adéquat ; sur leurs droits à une vie de famille ; et sur de nombreux autres droits fondamentaux. »

Le Comité national palestinien de BDS (le BNC), qui représente la plus grande coalition de la société civile palestinienne, a déclaré :

« La société civile palestinienne salue le récent blâme par les Nations Unies des flagrantes violations par Israël des droits humains palestiniens, ainsi que leur insistance sur le fait que les compagnies ont l'obligation d'éviter toute complicité dans ces violations.

Cependant, il est malheureux qu'un intense harcèlement d'Israël et de l'administration Trump ait empêché jusqu'à maintenant les Nations Unies de rendre effectivement publics les noms des compagnies qu'elles jugent complices des graves violations par Israël du droit international. Sans donner publiquement ces noms, il est plus difficile de réussir à leur faire rendre des comptes de façon significative.

Avec le soutien inconditionnel de l'administration Trump, Israël poursuit ses tentatives d'intimidation des officiels onusiens, des chefs d'état, des entreprises et des personnalités de la culture. Mais les gens se fatiguent des tyrans et, par de patientes et persistantes actions collectives, les tyrans sont finalement arrêtés et doivent rendre des comptes.

Le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité travaille à forcer les compagnies complices des abus israéliens contre les droits humains palestiniens à rendre des comptes et il continuera à le faire. Des campagnes BDS efficaces ont contraint en fait des compagnies majeures comme Veolia et Orange à mettre fin à leur collusion avec les crimes d'Israël. Même si le rapport des Nations Unies ne va pas assez loin, il représente un pas en avant et confirme la nécessité de notre travail de masse. »

Le comité national palestinien BDS (le BNC) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement global de Boycott, désinvestissement et sanctions en faveur des droits palestiniens.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: C.G pour BDS France

Les Palestiniens se réjouissent de l'échec retentissant de Trump et d'Israël à l'ONU

21 Décembre 2017

[Comité National Palestinien \(BNC\)](#)

La société civile palestinienne appelle à des sanctions contre Israël pour arrêter l'alliance d'extrême droite d'Israël avec Trump qui sape les droits des Palestiniens et le droit international

Toute décision et action visant à altérer le caractère, le statut ou la composition démographique de la Ville Sainte de Jérusalem n'a pas de force légale, est nulle et non avenue et doit être révoquée en conformité aux résolutions du Conseil de Sécurité sur le sujet. – Assemblée Générale de l'ONU, 21

Décembre 2017

21 Décembre 2017 – Aujourd’hui, lors d’une session d’urgence, l’écrasante majorité des nations du monde à l’Assemblée Générale de l’ONU [a voté](#) à 128 voix contre 9 en faveur d’une résolution appelant les États-Unis à annuler sa [décision](#) de reconnaître Jérusalem comme la capitale d’Israël.

Cet “[acte collectif de défi](#)” a eu lieu malgré les menaces de l’ambassadrice de Trump à l’ONU, Nikki Haley, de “[prendre les noms](#)” des pays qui voteraient contre les États-Unis et Israël, et les [menaces](#) de Trump de supprimer les subventions étatsuniennes de ces pays.

L’ambassadeur d’Israël à l’ONU [a accusé](#) les membres de l’organisation mondiale d’être les “marionnettes” des “marionnettistes palestiniens”, faisant suite à la [description](#) de l’ONU par le Premier Ministre israélien Netanyahu comme une “maison des mensonges”.

L’échec retentissant d’Israël et de l’administration étatsunienne de contrecarrer le vote pro-palestinien à l’Assemblée Générale de l’ONU fait suite à un vote également embarrassant du Conseil de Sécurité de l’ONU lundi qui rejette aussi la position israélo-étasunienne par [14 voix contre 1](#).

Omar Barghouti, s’exprime au nom du Comité National BDS palestinien (BNC), la plus large coalition de la société civile palestinienne :

Ce vote est une autre preuve que l’alliance d’extrême droite Israël-Trump est plus isolée que jamais alors que l’écrasante majorité des nations reconnaissent enfin sa tentative funeste de saper à la fois les droits des Palestiniens et la notion même de droit international. Tenir Israël pour responsable de ses flagrantes violations des droits humains depuis des décennies est crucial pour préserver les deux.

Afin de défendre l’ONU contre la brutalité d’Israël et de

l'administration Trump, le mouvement BDS appelle à des sanctions significatives, particulièrement un embargo militaire, à un boycott intensifié et à des mesures de désinvestissement contre le régime d'oppression israélien. Aujourd'hui le BDS n'est pas seulement crucial pour obtenir la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. Il est aussi crucial pour arrêter Trump, Netanyahu et les autres dirigeants de l'extrême droite internationale qui menacent la paix et la justice mondiale comme jamais auparavant.

Tous les états européens, avec quelques exceptions qui se sont abstenues, ont voté en faveur de la position palestinienne sur Jérusalem occupée, tout comme le Japon, la Chine, l'Inde, le Nigeria, le Brésil, la Corée, la Russie, et l'Afrique du Sud, parmi beaucoup d'autres.

Préférant des sanctions concrètes à des gestes de solidarité à peine symboliques envers la lutte de libération palestinienne, le Congrès National Africain (ANC) à la tête de l'Afrique du Sud a adopté à l'unanimité lors de sa conférence générale hier [un déclassement de ses liens diplomatiques avec Israël](#). « [Cela] envoie un message clair à Israël qu'il y a un prix à payer pour ses violations des droits humains et du droit international », a déclaré l'ANC dans un [communiqué](#).

Le Comté National BDS palestinien ([BNC](#)) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits de Palestiniens. Visitez notre [site internet](#) et suivez-nous sur [Facebook](#) et Twitter [@BDSmovement](#).

Traduction: L. Gr pour BDS France

Source: [BDSmovement.net](#)

La réponse palestinienne à l'annonce des États-Unis de la reconnaissance de Jérusalem comme la capitale d'Israël

L'initiative illégale et anti-palestinienne de l'administration Trump inverse des décennies de politique officielle étatsunienne concernant Jérusalem et contredit le consensus international. La politique de Trump sur la Palestine souligne qu'il est plus que temps que le monde fasse concrètement pression sur Israël pour qu'il respecte les droits des Palestiniens en soutenant notre lutte pour nos droits et notre dignité.

5 Décembre 2017 – La nouvelle [vient de paraître](#) que le président Trump prévoit de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, et qu'il annoncerait sa décision demain.

Alors que nous attendons l'annonce officielle, nous imaginons déjà les potentielles répercussions. Toutes les factions palestiniennes ont appelé à des journées de protestations de masse.

Le Comité National BDS palestinien (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, dirige le mouvement mondial de BDS pour les droits des Palestiniens, a déclaré :

Le projet déclaré du président étatsunien Donald Trump de reconnaître Jérusalem occupée comme la "capitale d'Israël" est

une tentative épouvantable de la part d'une administration étatsunienne xénophobe et raciste, dont la propre légitimité est au mieux précaire, de donner une légitimité au contrôle illégal de la ville par Israël. L'initiative illégale et anti-palestinienne de l'administration Trump inverse des décennies de politique officielle étatsunienne concernant Jérusalem et contredit le consensus international.

Les Palestiniens, soutenus par l'absolue majorité du monde arabe et par des millions de personnes de conscience à travers le monde, n'accepteront pas cette dernière soumission au programme extrémiste d'Israël. Nous devons persister à obtenir nos droits prévus par l'ONU et à mettre fin au régime d'occupation, au colonialisme de peuplement et à l'apartheid israéliens grâce à la résistance populaire et au mouvement international de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Comme Dr. Hanan Ashrawi, s'exprimant pour l'Organisation de Libération de la Palestine, l'a [dit](#), l'administration Trump "est en train de saper l'état de droit international, ainsi que la réputation, la sécurité et les intérêts américains à travers le monde."

Cette reconnaissance serait, jusqu'alors, la forme de complicité la plus grave de l'administration au renforcement [du régime d'apartheid israélien à Jérusalem](#) et à l'accélération de son nettoyage ethnique des indigènes Palestiniens de leur ville.

Cela encourage le gouvernement israélien et les colons illégaux à [voler](#) et à [détruire](#) davantage de maisons palestiniennes, à exproprier davantage de [terre](#) palestinienne et à révoquer les droits davantage de Palestiniens qui sont chez eux à Jérusalem.

Cette dernière initiative de l'administration Trump encourage également Israël à continuer d'empêcher la plupart des

Palestiniens des territoires occupés d'entrer dans Jérusalem occupée, y compris pour nous rendre sur nos lieux saints musulmans et chrétiens dans la Vieille Ville, rendre visite à nos familles et amis, avoir accès à des soins médicaux, et faire des affaires. Cette initiative rend légitime la séparation de nombreux Palestiniens de l'un de leurs cœurs culturels, spirituels et politiques.

Cela démontre encore davantage les liens étroits et la vision fanatique du monde entre l'actuelle et irrationnelle administration étatsunienne et son homologue israélienne d'extrême droite. Les deux administrations incitent au racisme et à la xénophobie et les exploitent et craignent pour leurs intérêts politiques. Cela alimente également la croyance des Israéliens d'extrême droite, y compris les [élu.e.s du gouvernement](#), qu'ils peuvent continuer de régner indéfiniment sur des millions de Palestinien.ne.s sans leur accorder liberté ni droit.

La politique de Trump sur la Palestine souligne l'importance vitale du mouvement BDS pour obtenir la liberté, la justice et l'égalité des Palestinien.ne.s.

Pendant des décennies, les Etats-Unis ont soutenu, excusé et [préservé Israël de rendre des comptes](#) pour sa politique de nettoyage ethnique des Palestinien.ne.s, volant notre terre pour y construire des colonies réservées aux Juifs, et niant aux Palestiniens leurs droits devant le droit international à Jérusalem et ailleurs.

Alors qu'il s'engage à financer les agressions militaires et les crimes de guerre d'Israël à hauteur de 38 milliards de dollars sur 10 ans, le gouvernement étatsunien continue de [restreindre les financements sociaux](#) pour l'éducation, la santé, l'emploi, la protection de l'environnement et autres besoins de base aux Etats-Unis. Ces graves restrictions affectent les populations les plus marginalisées du pays, particulièrement les personnes de couleur. Ce qui souligne

encore davantage le besoin urgent de connecter la lutte palestinienne pour la libération aux luttes pour la justice raciale, sociale, économique et environnementale aux Etats-Unis et au-delà.

Il est plus que temps que le monde fasse concrètement pression sur Israël pour qu'il respecte les droits des Palestiniens en soutenant notre lutte pour les droits et la dignité.

Rappels :

- Jérusalem Est est reconnue par les Nations Unies comme une partie indissociable du territoire palestinien occupé, et aucun autre état dans le monde ne reconnaît Jérusalem (Est ou Ouest) comme étant la capitale d'Israël.
- L'annexion par Israël de Jérusalem Est est illégale selon le droit international. Lorsqu'Israël fit passer en 1980 une [Loi Fondamentale](#) qui déclarait Jérusalem, "complète et unie," "capital d'Israël," le Conseil de Sécurité de l'ONU adopta la [Résolution 476](#) déclarant que les "mesures qui ont altéré le caractère géographique, démographique et historique ainsi que le statut de la Ville Sainte de Jérusalem sont nulles et non avenues et constituent une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève relative à la Protection des Personnes Civiles en Temps de Guerre et constitue également une obstruction grave à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient."
- La Résolution 181 (II) de l'Assemblée Générale de l'ONU [désigne](#) Jérusalem comme un tout et ses environs comme "un corpus separatum sous un régime international spécial," administré par l'ONU.
- Depuis qu'il occupe militairement Jérusalem Est en 1967, Israël a dépouillé [plus de 14 000](#) Palestiniens jérusalémites de leur droit à vivre dans leur ville natale. Israël a réclaté la ville et annexé sa partie Est lors d'une initiative maintes fois [condamnée et](#)

[jugée illégale](#) par les Nations Unies et la communauté internationale. Israël délivre rarement à des Palestiniens les permis nécessaires pour pouvoir construire dans la ville, et soumet les Palestiniens à des pratiques [violentes](#) et racistes et à une discrimination généralisée quand il s'agit d'[éducation](#) et [autres services municipaux](#).

Le Comité National BDS palestinien (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits de Palestiniens.

Source: [BNC](#)

Traduction: L.Gr pour BDS France

Des centaines d'élus espagnols dénoncent l'apartheid israélien et prennent position en faveur de BDS

1er Décembre 2017 – Comité National Palestinien (BNC)

Des centaines d'élu.e.s de l'État espagnol approuvent publiquement la campagne BDS pour les droits des Palestiniens. Parmi eux des maires, des conseillers municipaux, des membres du parlement, des président.e.s de parlements régionaux et des membres du Parlement européen.

À l'occasion de la [Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien](#), plus de 350 représentant.e.s élu.e.s espagnol.e.s – maires, conseiller.e.s municipaux, parlementaires nationaux et régionaux, président.e.s de parlements régionaux et membres du parlement européen – ont publié une [lettre ouverte](#) en faveur des droits humains des Palestiniens. Ils ont dénoncé le racisme et la discrimination institutionnalisés d'Israël comme «apartheid» et ont exprimé leur soutien au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) comme le seul instrument viable pour parvenir à une paix juste et durable pour le peuple palestinien.

Parmi ces représentant.e.s élu.e.s figurent des maires, des conseillers municipaux, des membres du Congrès, présidents de régions et des membres du Parlement Européen.

La liste complète des signataires est disponible [ici](#).

À ce jour, le parlement espagnol [a affirmé](#) que le droit de défendre les droits des Palestiniens par l'intermédiaire de BDS est protégé par la liberté d'expression et d'association. Le Conseil municipal de Barcelone [a voté](#) pour mettre fin à la complicité des violations du droit international par Israël et plus de [80 institutions publiques](#) se sont déclarées «zones franches d'apartheid», attachées au respect des droits humains et refusant la complicité des crimes israéliens contre le peuple palestinien.

Les militants BDS au sein de l'état espagnol [considèrent](#) cette importante démonstration de soutien de la part de responsables politiques comme un coup de pouce à leur campagne de solidarité pour les droits humains palestiniens.

Ana Sanchez du BNC palestinien a déclaré que "le Comité National Palestinien du BDS remercie chaleureusement la solidarité de principe et le respect véritable pour les droits humains exprimés par plus de 350 représentant.e.s élu.e.s de l'état espagnol. Nous les félicitons pour leur action visant à

mettre fin à la complicité depuis des décennies de leur gouvernement et de leurs institutions à des crimes israéliens, dont le vol continu de la terre palestinienne et la dépossession du peuple palestinien. Comme ils l'ont clairement fait savoir, mettre fin à la complicité de grave violations des droits humains est une obligation à la fois morale et légale dont les autres devraient s'inspirer."

Traduction française de l'original de la [déclaration publique](#) de plus de 350 représentant.e.s élu.e.s de l'état espagnol :

Pour une Palestine libre

De Xavier Domènech, Violeta Barba, Jose María González "Kichi," Rita Maestre, Xulio Ferreiro, et plus de 350 représentants élu.e.s de l'état espagnol*

Pour le soixante-dixième anniversaire de la Résolution 181 des Nations Unies, aussi connu sous le nom de Plan de Partition de la Palestine, nous, les soussigné.e.s représentant.e.s élu.e.s, avons écrit cette lettre pour la dignité, la justice et l'égalité.

Depuis ce 29 Novembre 1947 jusqu'à aujourd'hui, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, son Assemblée Générale et le Conseil des Droits Humains ont publié des [centaines de résolutions](#) exhortant au respect des droits humains et à la recherche d'une solution pour apporter une paix juste et durable en Palestine. Ces résolutions vont de la réaffirmation de 1948 du droit au retour [des réfugié.e.s palestinien.ne.s] par la [Résolution 194](#) à la dernière résolution du Conseil de Sécurité en Décembre 2016, condamnant les colonies [illégales israéliennes] par la [Résolution 2234](#).

Aucune de ces résolutions n'est respectée. Toutes les violations perdurent dans l'impunité.

Plus de sept décennies sont passées depuis le début de ce qu'on appelle la [Nakba palestinienne](#). Un processus colonial de

nettoyage ethnique et d'apartheid pour lequel, jusqu'à aujourd'hui, personne n'a jamais été tenu responsable devant le droit international. Les plus de sept millions de réfugié.e.s palestinien.ne.s qui ne peuvent pas retourner chez eux en sont la preuve. Ainsi que le million et demi de Palestiniens qui vivent comme des citoyen.ne.s israélien.ne.s de deuxième ou troisième zone, dans un régime de violence institutionnalisée renforcé par plus de 70 lois qui les discriminent directement. Le peuple palestinien en Cisjordanie et à Jérusalem Est attend toujours que justice soit rendue, sujet depuis 50 ans à une occupation militaire brutale durant laquelle la seule avancée visible aura été celle des [colonies illégales](#) qui dévorent chaque jour un peu plus leurs terres et leurs champs.

Particulièrement honteuse est la situation dans laquelle se trouvent plus de 2 millions de personnes vivant dans la Bande de Gaza, nombre d'entre elles réfugiées. Les Nations Unies affirment qu'en 2020 Gaza sera un territoire inhabitable à cause des conditions inhumaines dans lesquelles sa population survit. La raison de cela ? Les organisations internationales de droits humains et l'ONU elle-même sont claires sur le sujet : le blocus illégal qu'Israël impose aux Palestiniens de Gaza depuis plus de 10 ans. La population de Gaza survit chaque jour avec moins d'eau potable, avec moins d'heures d'électricité, avec moins de médicaments et moins de ressources, mais avec une dignité et une résilience inépuisables. La vie à Gaza est une lutte quotidienne pour la survie.

Condamner l'occupation ne suffit pas. Condamner les attaques contre les populations civiles ne suffit pas. Comme avec le régime institutionnalisé de discrimination raciale de l'apartheid en Afrique du Sud, il est nécessaire de mettre fin à la complicité des gouvernements européens, des États-Unis et des puissances occidentales en maintenant un système d'injustice qui dure depuis trop longtemps. Des juristes et

des universitaires de renom tels que [John Dugard](#), [Virginia Tilley](#) et [José Antonio Martín Pallín](#), magistrat émérite de la Court Suprême, ont montré en de maintes occasions que la situation en Palestine constitue un régime d'apartheid. Agissons en conséquence.

Nous devons cesser d'armer Israël, cesser de reconnaître et de normaliser des relations avec un état qui se conduit de manière profondément anormale. Nous devons assumer nos responsabilités en tant qu'institutions publiques et refuser d'alimenter l'injustice. Refuser d'apporter un soutien matériel à des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité n'est pas seulement une obligation morale, ce n'est pas un acte de charité ou de solidarité, c'est une obligation légale. Richard Falk, un ancien rapporteur spécial de l'ONU, a récemment déclaré que la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions menée par la société civile palestinienne « n'est pas seulement un instrument essentiel pour changer ces relations de pouvoir, c'est le [seul instrument viable](#) pour le moment. »

Faisons pencher la balance, non pas en faveur du pouvoir, mais de la justice. Assumons notre obligation en tant que représentant.e.s élu.e.s de promouvoir et garantir le respect des droits humains, ici, dans nos villes et villages, et en Palestine.

*Xavier Domènech est un membre du Congrès de Catalogne, Violeta Barba est la présidente du parlement d'Aragón, Jose María González "Kichi" est la maire de Cádiz, Rita Maestre est membre du conseil municipal de la ville de Madrid, Xulio Ferreiro est le maire de Coruña.

Le Comité National Palestinien pour le BDS ([BNC](#)) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutien le mouvement international de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestinien.ne.s. Suivez nous sur [Facebook](#) et Twitter

[@BDSmovement.](#)

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: LGr

Le Tour d'Italie [1] s'incline devant la pression israélienne, rétropédale et reconnaît l'annexion illégale de Jérusalem

30 novembre – PACBI/Italie

Après que les ministres israéliens ont menacé de retirer leur soutien au Giro d'Italia en raison de l'utilisation du terme «Jérusalem-Ouest», les organisateurs de la course choisissent de reconnaître l'annexion illégale de Jérusalem-Est occupée par Israël.

La société civile palestinienne a dénoncé le Giro d'Italia pour avoir cédé aux pressions politiques du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu en supprimant les références à Jérusalem-Ouest « West Jerusalem » sur son site internet et en utilisant « Jérusalem » à la place. Selon les militants palestiniens des droits de l'homme, le Giro «est directement complice de la propagande israélienne» selon laquelle Jérusalem est une ville «unifiée» sous sa souveraineté, ce qui n'est reconnu ni par l'ONU, l'UE ou l'Italie.

L'ONU considère Jérusalem-Est comme faisant partie du

territoire palestinien occupé et ne reconnaît aucune partie de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Deux ministres israéliens ont menacé hier soir de retirer le parrainage israélien de la course, à moins que les organisateurs ne reconnaissent officiellement Jérusalem comme relevant de la souveraineté israélienne.

Mais quelques heures après la [publication des menaces](#) , les organisateurs de la course ont modifié le site officiel du Tour d'Italie pour effacer la distinction Est-Ouest (comme le montrent les images avant et après), reconnaissant ainsi la présence illégale d'Israël sur Jérusalem Est occupée.

Désireux d'utiliser le Tour d'Italie pour blanchir son occupation vieille de plusieurs décennies et les violations des droits de l'homme contre les Palestiniens, [Israël verserait](#) 10 millions d'euros pour le départ de la course, en plus de 2 millions directement au meilleur cycliste Chris Froome. pour sa participation à la course.

Stephanie Adam de la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël a déclaré:

« En menaçant de retirer le parrainage de la course du fait de la référence à «Jérusalem Ouest», Israël a offert au Tour d'Italie une «stratégie de sortie» pour mettre fin à sa complicité dans les violations du droit international et des droits humains des Palestiniens.

Le Tour d'Italie, au contraire, a honteusement choisi de se plier aux pressions israéliennes et de reconnaître l'annexion illégale par Israël de Jérusalem-Est occupée, en violation du droit international et de la propre position du gouvernement italien.

Le Tour d'Italie renforce la revendication illégale d'Israël sur la ville de Jérusalem, alors qu' aucun état ne reconnaît la souveraineté d'Israël sur Jérusalem-Est ou ne fait de

Jérusalem, Est ou Ouest, la capitale d'Israël.

Les premières tentatives maladroites des organisateurs de course d'atténuer l'implication du Tour d'Italie dans les crimes d'Israël en ajoutant « Ouest » à l'étape de Jérusalem n'ont rien changé au fait que l'une des principales courses du cyclisme est complice des actions d'un gouvernement oppresseur opérant en dehors de la règle de droit.

L'insistance malhonnête du Tour d'Italie à maintenir la politique hors du sport s'est avérée être un moyen de détourner la critique pour son acceptation d'un gros pot-de-
vin israélien en échange de politiser la course et d'utiliser son nom pour blanchir les violations des droits humains.

Il est temps que l'Union cycliste internationale (UCI), l'organisation cycliste mondiale restée sur la touche dès le départ, intervienne et prenne des mesures pour éviter de ternir l'une des courses cyclistes les plus appréciées au monde. Le **plan B** que le Tour d'Italie a évoqué doit être mis en œuvre immédiatement en relocalisant la course. Il se dit que les Pouilles sont magnifiques au printemps. »

La Fédération israélienne de cyclisme [sponsorise](#) et [organise](#) des compétitions dans les zones sous occupation militaire israélienne en violation du droit international. Quelques jours avant le Tour d'Italie l'équipe cycliste israélienne, qui se prépare à participer au Giro, [participera](#) à une course entre Jérusalem-Est occupée et la [colonie israélienne illégale](#) de Pisgat Ze'ev.

Le Tour d'Italie est un événement de l'UCI World Tour.

La [Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël](#) (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité palestiniennes. PACBI plaide pour le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni par Israël des

droits palestiniens tel que stipulé dans le droit international. Visitez notre site et suivez-nous sur [Twitter @PACBI](#)

[\[1\]](#) Giro d'Italia. Le texte original en anglais utilise uniquement l'expression Giro d'Italia

Source: [PACBI](#)

Traduction: R.F et J.S pour BDS France

Le Comité National BDS palestinien (BNC) lance sa campagne de collecte de fonds

100 ans de guerre contre les Palestiniens

100 ans de résistance populaire et d'espoir

Cher supporter,

Au cours du siècle dernier, les Palestiniens ont sans cesse résisté au colonialisme de peuplement et au nettoyage ethnique. De la sinistre déclaration Balfour au récent rapport de l'ONU qui conclut qu'Israël pratique l'apartheid contre la totalité de la population palestinienne, nos aspirations à la libération et notre résistance populaire pour l'atteindre se poursuit. Le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) est aujourd'hui une composante majeure de cette lutte populaire pour nos droits inaliénables et est la forme la plus efficace de solidarité internationale avec cette lutte.

Nous comptons sur votre soutien pour renforcer notre mouvement

et son impact

Faites un don maintenant

Le BDS a été lancé en 2005 par la majorité absolue de notre société pour restaurer les droits fondamentaux des Palestiniens. Ancré dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, BDS est un mouvement global, anti-raciste qui permet aux gens de conscience et aux mouvements progressistes à travers le monde de mettre fin à la complicité dans les violations du droit international par Israël et, par conséquent, de contribuer de façon significative à notre combat pour la liberté, la justice et l'égalité.

Bien qu'Israël ait déclaré la guerre au mouvement BDS et aux défenseurs des droits de l'Homme qui s'y impliquent, BDS continue à croître de façon impressionnante dans le monde entier. Les énormes ressources financières et humaines qu'Israël a investies dans sa tentative désespérée pour éteindre le mouvement et la guerre et les stratégies juridiques de harcèlement et de diffamation qu'il a adoptées échouent. Des principales églises et associations étudiantes aux Etats Unis, aux plus importantes fédérations syndicales du Brésil, du Royaume Uni et d'Afrique du Sud, aux dizaines de conseils municipaux de l'Etat espagnol, aux plus grands syndicats d'agriculteurs en Inde, aux principaux mouvements de défense des droits sociaux et des droits de l'Homme dans le monde arabe, aux plus gros fonds d'investissement de Norvège, des Pays Bas et du Danemark, l'impact de BDS est évident.

Mais nous avons besoin de votre aide pour réagir à la guerre de répression menée par Israël, pour faire croître et progresser l'impact de notre mouvement et pour faire encore avancer la lutte pour les droits des Palestiniens.

Prenez part à notre combat pour la Liberté, la Justice et l'Égalité.

Faites un don Maintenant

Mahmoud Nawajaa

Coordinateur général

Le Comité National BDS palestinien (BNC)

Le Comité National BDS palestinien (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutient le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits de Palestiniens.

Suivez nous sur [Twitter](#) et [Facebook](#)

Dites à vos amis de [s'inscrire sur notre site](#) pour recevoir les mises à jour.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

L'Inde abandonne un accord militaire de 500 millions de dollars avec Israël alors que la population s'inquiète de la complicité de l'Inde dans les crimes israéliens

Comité national palestinien du BDS (BNC)/Inde

Le Comité national palestinien pour le Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) salue l'annulation d'un accord sur des missiles pour 500 millions de dollars entre l'Inde et Israël, comme « un coup dur » à l'industrie militaire d'Israël.

21 novembre 2017 – Hier, les médias ont rapporté que le ministère indien de la Défense avait abandonné l'accord de 500 millions de dollars avec la manufacture d'armes israélienne Rafael Advanced Defense Systems pour ses systèmes de missiles. Des années durant, l'accord a été célébré dans les médias internationaux et finalisé après la visite du Premier ministre Narendra Modi en Israël, en juillet. En août, Rafael Advanced Defense Systems et son partenaire indien Kalyani Strategic Systems ouvraient une usine à Hyderabad pour la fabrication de ces systèmes de missiles.

L'accord a été annulé après que la Defense Research Development Organisation (Organisation pour la Recherche et le Développement) de l'Inde, gérée par l'État, a affirmé que l'Inde ne devait pas importer cette technologie israélienne.

Jamal Juma', coordinateur de la Campagne palestinienne Stop the Wall et membre du secrétariat du BNC a déclaré :

« La décision de l'Inde d'abandonner cet accord d'armes massives avec Israël porte un coup terrible à l'industrie d'armement israélienne. Cet accord de 500 millions de dollars aurait alimenté l'industrie militaire d'Israël, industrie qui est profondément impliquée dans les crimes de guerre commis contre le peuple palestinien.

« C'est aussi un revers majeur pour la prétention sans mesure de la propagande d'Israël que sa technologie serait indispensable au développement et à la modernisation de l'Inde. Comme de nombreux Indiens le reconnaissent, Israël commercialise ses technologies militaires et agricoles en Inde et tente de cimenter la dépendance indienne vis-à-vis

d'Israël.

« Israël cherche un flux d'argent indien pour son propre profit et aider à financer ses guerres criminelles et son régime d'apartheid. »

L'Inde est de loin le plus important importateur mondial d'armes israéliennes, et Israël profite d'une influence pratiquement sans égale dans le système militaire indien. Israël équipe l'armée indienne avec des canons israéliens, l'armée de l'air et la marine indiennes avec des avions et des missiles israéliens, et il fournit aussi les systèmes de communication et de technologie à tous les niveaux de l'armée indienne.

Au cours des deux dernières décennies, les relations militaires Inde-Israël n'ont cessé de se renforcer en dépit de divers scandales de corruption et d'échecs techniques.

Des tendances similaires ont commencé à faire surface dans d'autres secteurs également. L'Association des paysans de l'Inde (AIKS), forte de 16 millions d'agriculteurs, a approuvé l'appel palestinien pour le BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) *« afin de défendre les droits du peuple palestinien et de s'opposer à la prise de contrôle des sociétés du secteur agricole indien par des entreprises israéliennes ».*

Les membres de l'Assemblée de l'État du Telengana ont dénoncé la semaine dernière les voyages, parrainés par l'État, d'agriculteurs indiens en Israël comme *« un gaspillage d'argent ».*

Omar Barghouti, co-fondateur du BNC a déclaré :

« Nous espérons que c'est le début de la fin de la complicité indienne dans les violations flagrantes d'Israël du droit international et des droits de l'homme des Palestiniens. En tant que Palestiniens, nous demandons au peuple indien de conserver son fier héritage d'engagement pour l'indépendance,

de développer des connaissances locales et de respecter les luttes des autres peuples pour se libérer du colonialisme et de l'apartheid.

« Le régime d'oppression d'Israël ne pourra jamais être un modèle pour la grande nation indienne qui, autrefois, a conduit le Mouvement des non-alignés et défendu le droit de toutes les nations à l'autodétermination. Israël exporte en Inde ce qu'il connaît le mieux : la technologie qui réprime, militarise et dépossède le peuple de ses droits à la terre et à l'eau. L'Inde est mieux sans cela. »

La semaine dernière, il a été annoncé que des sociétés pétrolières et de gaz naturel soumissionnaient pour des droits de forage dans les champs gaziers revendiqués par Israël, en dépit des nombreuses controverses liées aux litiges territoriaux sur ces champs. En août, le groupe indien Adventz a signé un mémorandum d'entente pour développer le tramway de Jérusalem d'Israël, lequel dessert les colonies d'Israël construites en toute illégalité dans et autour de Jérusalem-Est occupée.

Omar Barghouti a dit :

« Alors que d'importantes multinationales – comme Veolia, Orange et G4S – abandonnent leurs projets illégaux en Israël en raison des pressions efficaces du BDS, Israël a commencé d'entraîner l'Inde dans des accords à risques juridiques et politiques. Les entreprises indiennes seraient bien avisées d'éviter de se faire aspirer dans les violations d'Israël des droits de l'homme et de plus en plus de grosses sociétés internationales refusent de se laisser impliquer dans une telle complicité. C'est contraire à l'éthique, et c'est mauvais pour les affaires à long terme. »

Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est la plus importante coalition de la société civile palestinienne. Elle dirige et soutient le mouvement mondial pour le Boycott, le

Désinvestissement et les Sanctions pour les droits des Palestiniens. Suivez nous sur [Facebook](#) et sur Twitter [@BDSmovement](#).

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France

La Déclaration Balfour a 100 ans: Ensemble nous pouvons mettre fin à la dépossession des Palestiniens qu'elle a léguée

2 novembre 2017 – Comité National Boycott Désinvestissement Sanctions (BNC)

Il est absolument impossible d'obtenir le consentement de plein gré des Arabes de Palestine à la transformation de « la Palestine d'un pays arabe en un pays à majorité juive... Les populations indigènes, civilisées ou non, ont toujours résisté avec ténacité aux colons, qu'ils soient civilisés ou sauvages ».

[Ze'ev Jabotinsky](#), dirigeant sioniste influent, dans son Essai "The Iron Wall" (1923) (Le mur de fer)

Aujourd'hui la Déclaration Balfour a cent ans. Ce document a soutenu et enraciné la colonisation de la Palestine. Il a jeté les bases de la Nakba de 1948, du nettoyage ethnique de la majorité du peuple autochtone de Palestine par le bras des milices sionistes relayées par les forces israéliennes pour établir une majorité juive en Palestine.

Du point de vue de ses victimes palestiniennes, cette funeste déclaration du gouvernement britannique, publiée dans une arrogance typiquement coloniale et profondément ancrée dans le racisme à l'égard des populations non-européennes, a constitué une déclaration de guerre contre notre peuple. Elle a facilité et tenté de légitimer l'établissement d'un « foyer national » juif en Palestine, dépouillant les Palestiniens de leurs droits nationaux et politiques et donnant naissance, finalement, à un État colonial de peuplement et d'apartheid israélien qui privilégie les droits de colons juifs majoritairement européens sur les droits de la majorité palestinienne indigène.

Aujourd'hui, cette Nakba palestinienne, avec le vol sans répit des terres par Israël, la dépossession, le déni des droits humains et une discrimination raciale légalisée contre les Palestiniens, ne serait pas possible sans un soutien militaire, économique et politique massif du gouvernement américain – le principal sponsor d'Israël – ainsi que de l'Union Européenne et des États complices, d'organisations internationales et de grandes entreprises.

Mais, comme l'a prédit Jabotinsky et comme Balfour a fait l'erreur de ne pas le voir, le peuple palestinien a « résisté avec ténacité » à ce crime colossal, sans fin, en insistant sur rien moins que nos pleins droits dans le cadre du droit international, en particulier notre droit à l'autodétermination et à nous libérer du joug colonial et raciste.

Dans ce contexte, le mouvement de Boycott, Désinvestissement,

Sanctions (BDS) pour les droits des Palestiniens, lancé en 2005 par une majorité absolue de la société palestinienne dans le pays et en exil, est devenu une des clefs de notre résistance populaire et des formes de solidarité les plus efficaces avec notre lutte non-violente pour la liberté, la justice et l'égalité.

En tenant Israël responsable de son régime de plusieurs décennies d'occupation militaire, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, par l'appel aux gens de conscience du monde entier à prendre la responsabilité morale de mettre fin à la complicité avec ses violations flagrantes des droits humains, comme cela fut fait contre l'apartheid d'Afrique du Sud, nous contribuons de façon significative à mettre fin au legs colonial et intrinsèquement raciste de Balfour.

En intensifiant nos campagnes stratégiques visant à faire cesser le commerce des armes et les accords de libre-échange avec Israël, nous contribuons à l'extinction de cet héritage colonial.

En isolant davantage les institutions universitaires et culturelles d'Israël qui constituent un pilier de son système d'apartheid et de régime colonial contre les Palestiniens, nous aidons à faire triompher les droits humains.

En évitant de traiter avec des banques et de grosses entreprises profondément impliquées dans les crimes de guerre et les violations flagrantes des droits humains perpétrés par Israël, nous soutenons la lutte pour la justice.

En faisant descendre Israël du piédestal sur lequel les États Unis, l'Union Européenne et d'autres l'ont placé, en le traitant comme n'importe quel autre État coupable de tels crimes, nous renforçons le droit international et jouons un rôle pour l'arrêt du droit de la jungle coloniale.

Où que vous soyez lors de ce centenaire de la Déclaration Balfour, nous faisons appel à vous pour exercer votre

conscience et nous aider à agir contre la souffrance que son héritage continue à infliger au peuple palestinien. Notre force réside dans notre engagement de principe, antiraciste pour les droits universels, nos multitudes et notre créativité sans limite.

Ensemble nous pouvons créer un avenir plus brillant de justice, de paix et de vie dans la dignité pour tous.

Le Comité National Palestinien BDS ([BNC](#)) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige le mouvement mondial Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestiniens dans le droit international.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction SF pour BDS France

En Inde, une organisation forte de 16 millions de membres rejoint le mouvement BDS

23 octobre 2017/

Par Comité national palestinien pour le Boycott, le désinvestissement et les sanctions (BNC) / Inde

Plus tôt ce mois-ci, la plus grande organisation nationale

représentant les fermiers et les travailleurs agricoles en Inde, All India Kisan Sabha (AIKS), a annoncé qu'elle avait rejoint le mouvement BDS. AIKS s'étend sur 21 États indiens et est forte de plus de 16 millions de membres.

AIKS a décidé :

- d'appuyer l'appel pour le Boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce que cet État se conforme au droit international, afin de défendre les droits du peuple palestinien et de résister à la prise de contrôle du secteur agricole indien par des compagnies israéliennes.
- de dénoncer et de documenter tous les cas de prise de contrôle par des compagnies israéliennes dans le secteur agricole indien.
- de susciter une prise de conscience chez les fermiers indiens afin d'empêcher Israël et ses compagnies de récolter des profits en Inde pour financer l'occupation militaire et l'apartheid en Palestine.

Apoorva, coordinateur pour l'Asie du Sud avec le Comité national palestinien de BDS, a déclaré : « la solidarité indienne avec le peuple palestinien n'est pas nouvelle, elle a une longue histoire. Nous sommes très heureux de voir cette solidarité émerger à nouveau avec la déclaration de soutien à BDS et au peuple palestinien de All India Kisan Sabha's (AIKS). Des mouvements de masse en Inde, en Palestine, et au-delà, s'efforcent de faire échec à la violente vague de politique d'extrême-droite qui déferle sur le monde d'aujourd'hui. En rejoignant le mouvement BDS, AIKS dit non à la politique odieuse du Premier Ministre Modi, de Netanyahu et de Trump, et s'allie à nous pour construire un monde plus libre, juste et équitable. »

All India Kisan Sabha (AIKS) a été formée en 1936, avant l'indépendance de l'Inde vis-à-vis du colonialisme britannique. Elle a joué un rôle décisif pour mettre fin à

l'impérialisme britannique en mobilisant les fermiers et les travailleurs agricoles.

Plus récemment, AIKS a résisté activement à la prise de contrôle de l'agriculture indienne par de grandes compagnies et à deux décennies de politique néolibérale qui ont conduit des fermiers à des endettements massifs et à des suicides.

Le comité national palestinien BDS ([BNC](#)) est la plus large coalition de la société civile palestinienne. Il conduit et soutient le mouvement global de Boycott, désinvestissement et sanctions. Visitez notre [site](#) et suivez-nous sur Twitter [@BDSmovement](#)

Source: [BDS Movement](#)

Traduction: C.R pour BDS France